



André CHASSAIGNE  
Député du Puy-de-Dôme

St-Amant-Roche-Savine, le 06 janvier 2021

## Communiqué

### Annonces du groupe MICHELIN : surprise et colère

J'ai pris connaissance avec surprise et colère des annonces faites aujourd'hui par le groupe Michelin sur « l'évolution de ses activités en France » sous l'appellation pompeuse de « projet de simplification et de compétitivité ».

Surprise un mois après l'audition de Florent Menegaux, PDG de Michelin, par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, durant laquelle il n'a fait aucune allusion à ce projet.

Colère au regard des 2 300 suppressions de postes annoncées, dont 1 200 emplois industriels sans préciser les sites impactés, et 1 100 emplois tertiaires qui concerneront de fait essentiellement Clermont-Ferrand, siège de l'entreprise et des sites de recherche.

La réalité de cette restructuration, c'est bien plus que 10 % des effectifs. Après une réduction de 50 % des emplois à l'échelle nationale depuis 20 ans, c'est l'assèchement progressif d'une production emblématique et de ses savoir-faire.

Cette situation n'est pas le simple fruit de la concurrence asiatique :

➤ C'est le parti pris d'une stratégie industrielle de production à forte valeur ajoutée, abandonnant la fabrication sur le territoire français des pneus bas et cœur de gamme au profit d'investissements à l'étranger, notamment en Inde et en Chine, comme l'a fait Bridgestone.

➤ C'est le résultat de la forte modification de l'actionnariat, aujourd'hui à 90 % étranger, bouleversant la gouvernance historique du groupe Michelin. La finance a pris le dessus et impose les choix industriels : la priorité est désormais de répondre à des objectifs de forte rentabilité financière en générant des profits en augmentation constante.

➤ C'est le choix d'une diversification/innovation dans des secteurs ciblés (hydrogène, recyclage, matériaux durables...), avec le soutien de fonds publics. Ces orientations ne sont pas à négliger et peuvent effectivement créer à long terme quelques centaines d'emplois. Mais elles ne compenseront en aucun cas l'hémorragie provoquée par la restructuration annoncée pour les trois prochaines années.

Je lance un appel solennel à l'ensemble des salariés, populations et élus concernés sur l'ensemble du territoire français pour s'opposer à ce funeste projet.

Je m'adresse plus particulièrement aux élus de notre département du Puy-de-Dôme pour organiser une réaction collective à la hauteur du coup porté.

J'interpelle le gouvernement pour empêcher la mise en œuvre de ce projet, lui demandant de mettre ses actes en accord avec ses annonces de relocalisation et de renouveau industriel.